



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
NORMANDIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général  
pour les Affaires Régionales  
Pôle Politiques Publiques**

Mission Politiques Contractuelles,  
Européennes et politique de la ville

**Arrêté n° 201401 portant attribution d'une subvention au titre de  
la dotation de soutien à l'investissement local - Exercice 2020**

**Part exceptionnelle  
Communauté de communes Seules Terre et Mer**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu l'article 70 de la Loi 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificatives pour 2020 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2334-42, R2334-22 à R2334-26, le second alinéa de l'article R2334-27 ainsi que ses articles R2334-28 à R2334-31 ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu le décret n°2018-428 du 1<sup>er</sup> juin 2018 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités locales ;
- Vu le décret du Président de la République du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant nomination de Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L.1111-11 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu la circulaire NOR : TERB2000342C du 14 janvier 2020 relative aux dotations et fonds de soutien à l'investissement en faveur des territoires en 2020 et ses 2 annexes ;
- Vu la circulaire NOR : TERB2019408C du 30 juillet 2020 relative à la part exceptionnelle de la dotation de soutien à l'investissement local et à l'accompagnement de la relance dans les territoires ;
- Vu la demande du Maître d'Ouvrage en date du 29 janvier 2020 ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Calvados*

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** — Le montant de l'aide financière de l'Etat au titre de la dotation de soutien à l'investissement public local attribuée à la **communauté de communes de Seules Terre et Mer** pour le projet de **pôle de santé libéral et ambulatoire (PSLA) à Creully sur Seules**, est fixé à **500 000 €**, représentant **17,83 %** d'une dépense éligible de 2 803 607 € HT. Ce montant est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

Préfecture de région Normandie  
Préfecture de la Seine-Maritime

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03 7, place de la Madeleine CS16036 - 76036 ROUEN CEDEX

RECU EN PREFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Le calendrier prévisionnel de l'opération est fixé comme suit :

- date de commencement d'exécution : 01 mars 2020

- date d'achèvement : 31 décembre 2022

**Article 2** — Cette subvention sera imputée sur le programme de l'Etat n°119 dont les références sont les suivantes :

UO	SGAR Normandie
DOMAINE FONCTIONNEL	0119-09
CENTRE FINANCIER	0119-C001-DR76
ACTIVITE	0119010101B3

**Article 3** — Le paiement des sommes dues s'effectue de la façon suivante :

Une avance représentant 30 % du montant prévisionnel de la subvention, soit 150 000 €, peut être versée au vu du document informant le préfet du commencement d'exécution de l'opération ou, dans le cas d'une autorisation de commencement anticipé, lors de la notification de l'arrêté attributif.

Des acomptes, n'excédant pas au total 80 % du montant de la subvention maximale, soit 250 000 € peuvent être versées en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des pièces justificatives des paiements effectués par la collectivité. Le montant de chacun de ces versements sera calculé par application du taux d'aide indiqué à l'article 1 du présent arrêté.

Le versement du solde de la subvention (20% minimum, soit 100 000 €) est subordonné à la production :

- d'un rapport final d'exécution établi par le titulaire, mentionnant le coût final de l'opération ainsi que ses modalités définitives de financement et attestant que l'ensemble de l'opération a été réalisé conformément aux engagements contractuels,
- d'un état récapitulatif de la totalité des dépenses effectuées et acquittées établi et signé par le titulaire en fin d'opération et dûment visées par le trésorier.

Cette subvention ne fera l'objet d'aucune révision dans le cas où la dépense réelle serait supérieure à la dépense prévisionnelle.

**Article 4** — Délais d'exécution

Le bénéficiaire devra, avant expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la présente décision, justifier du commencement d'exécution de l'opération subventionnée. A défaut de satisfaire à cette obligation, la caducité de la présente décision pourra être constatée.

Lorsque le bénéficiaire de la subvention n'a pas déclaré l'achèvement de l'opération dans un délai de quatre ans à compter de la date de déclaration du début d'exécution, celle-ci est considérée comme étant terminée, elle est alors liquidée.

**Article 5** — Contrôle

L'administration se réserve le droit de faire suivre et vérifier par toute personne de son choix, sur pièce et sur place, aux frais du titulaire lorsqu'il est fait appel à un expert extérieur à l'administration, les travaux et dépenses effectués au titre de l'action aidée.

Au cas où le titulaire empêcherait l'administration de procéder aux contrôles prévus au présent article en ne fournissant pas dans les délais prescrits les documents prévus, le versement de la subvention sera interrompu.

## **Article 6** — Reversement, résiliation

En cas de non-exécution dans les délais prévus ou d'exécution partielle de l'opération, le Préfet de Région se réserve le droit de mettre fin à l'aide de l'Etat.

Au cas où les contrôles prévus à l'article 5 feraient apparaître que l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation, que le plafond de 80 % (hors dérogation) prévu pour le cumul des aides publiques est dépassé, ou que l'opération n'a pas été réalisée dans le délai de 4 ans prévu pour l'achèvement de l'opération, le Préfet de Région exigera le reversement des sommes indûment perçues par la collectivité.

Le reversement total ou partiel ou l'interruption du versement peut être décidé par le Préfet de Région, à la demande du titulaire, lorsque celui-ci ne souhaite pas poursuivre l'action prévue et sollicite la résiliation de l'arrêté.

## **Article 7** — Publicité

Cette opération faisant l'objet d'un financement au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), le maître d'ouvrage indiquera de façon visible et explicite la participation de l'Etat par une publicité appropriée : "Opération soutenue par l'Etat - Dotation de Soutien à l'Investissement Local" dans une présentation identique à celle des autres aides financières.

Le plan de financement de l'opération sera affiché de manière visible pendant sa réalisation et à son issue au siège de la collectivité territoriale et mis en ligne sur son site Internet, si celui-ci existe.

## **Article 8** — Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de l'arrêté préfectoral sont : le présent document ainsi que les annexes financière et technique de l'opération.

**Article 9** — Le préfet de région et la directrice régionale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rouen, le

**26 OCT. 2020**

Le Préfet,



**Pierre-André DURAND**

*Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe

DEPENSES	Montant HT	Montant TTC	RESSOURCES	Montant	%
Acquisition foncière	1,00 €		<b>Aides publiques (1) :</b>		
Etude et maîtrise d'ouvrage	314 202,00 €		Union européenne (LEADER)	175 000,00 €	6,24%
Travaux	2 222 100,00 €		Etat DSIL	500 000,00 €	17,83%
Equipement	75 000,00 €		Etat DETR		
Autre frais (frais de reproduction,	103 960,00 €		Collectivités locales et leurs groupements		
Aléas	88 344,00 €		- région	250 000,00 €	8,92%
			- département	250 000,00 €	8,92%
Pour les dépenses de fonctionnement, détailler les dépenses, notamment salaires et charges (3)			- communes ou groupement de communes		
			Sous-total :	1 175 000,00 €	41,91%
<i>A DEDUIRE (s'il y a lieu)</i>			<b>Autofinancement</b>		
Recettes générées par l'investissement			Fonds propres	1 628 607,00 €	58,09%
			Emprunts (2)		
			Crédit-bail		
			Autres (2)		
<b>TOTAUX</b>	<b>2 803 607,00 €</b>	<b>- €</b>		<b>2 803 607,00 €</b>	<b>100,00%</b>

(1) A énumérer : ministères, nom des collectivités et établissements publics dont organismes consulaires. .... joindre copies des décisions d'aides publiques déjà obtenues ( délibérations des collectivités locales,... )

(2) à détailler

(3) : indiquer le cas échéant les modes de calcul (exemple : salaires et charges (x par mois) X (y personnes) X (z mois)

NB : les dépenses sont, le cas échéant, présentées par « sous-projets »